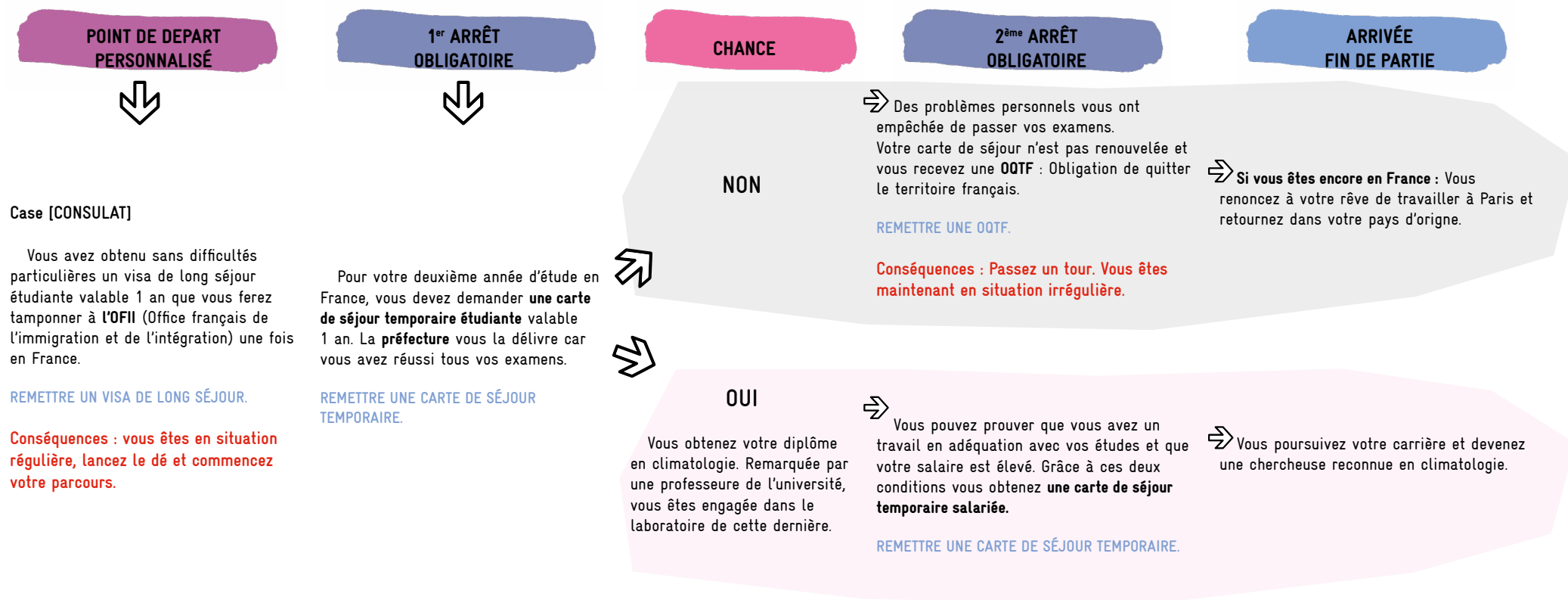




Manoela

Brésil



PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Famille Luca

Roumanie

Ruxandera et Nicolae et leurs 4 enfants

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

La police fait une descente dans le bidonville où vous habitez. Près de la moitié des habitantes et habitants est arrêtée et emmenée au commissariat. Vous en ressortez avec une **OQTF** : Obligation de quitter le territoire français.

REMETTRE UNE OQTF.

Conséquences : **Passer un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.**

Notes : il s'agit ici d'une raffle collective sans examen individuel des droits. La préfecture a faxé au commissariat les OQTF en nombre. Dans ce contexte de raffle, les personnes ont 48 heures pour demander au tribunal l'annulation de l'OQTF.

NON

⇒ Depuis la destruction du bidonville vous vivez dans la rue et venez d'être interpellé·e·s de nouveau par la police. En raison de votre **OQTF** le préfet vous envoie en centre de rétention pour vous expulser. Vous saisissez le juge avec l'aide d'une association présente dans le centre. Le juge demande que votre famille soit libérée car l'un de vos enfants est gravement malade.

Conséquences : **Passer un tour. L'OQTF n'a pas été annulé pour autant. En cas de nouveaux contrôles vous serez susceptibles d'être renvoyé·e·s en centre de rétention.**

Notes : En 2016, la France a été condamnée à cinq reprises par la Cour européenne des droits de l'Homme pour avoir enfermé des enfants en centre de rétention. Mais la même année, elle a légalisé l'enfermement des familles en rétention.

⇒ Si vous êtes encore en France : Malgré votre situation irrégulière, vos enfants restent scolarisé·e·s et soigné·e·s quand nécessaire. Vous vivez néanmoins dans la peur constante d'un contrôle qui interromprait leur scolarité et les soins.

Case [FRONTIÈRE]

En tant que membres de l'Union Européenne vous pouvez rester en France pendant 3 mois.

Conséquences : **vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.**

L'OQTF peut reposer sur 3 types de motif : vivre dans un bidonville est considéré comme un trouble à l'ordre public, d'où l'OQTF même si la personne membre de l'UE est sur le territoire depuis moins de 3 mois ; la personne ne s'est pas fait enregistrer auprès de la municipalité, rien ne prouve qu'elle est là depuis moins de 3 ans ; la personne est sur le territoire depuis plus de 3 mois mais elle ne remplit pas les conditions pour rester.

OUI

Dès votre sortie du commissariat la directrice de l'école de vos enfants vous a mis en contact avec le Réseau Education sans Frontière qui vous aide à contester l'OQTF auprès de la justice. Il vous aide aussi à trouver un logement en hôtel social.

⇒ La juge qui a traité votre dossier a annulé votre OQTF car vous avez tous les deux un travail, même s'il est précaire.

REPRENDRE L'OQTF

Conséquences : **si vous êtes contrôlé·e·s vous serez considéré·e·s en situation régulière à condition de pouvoir justifier à chaque fois de ressources suffisantes ou d'un travail.**

⇒ L'un·e de vous a maintenant un travail en CDD de 18 mois. Grâce à l'aide du RESF, la préfecture vous délivre un **titre de séjour européen** valable 2 ans. Cette carte n'est pas obligatoire pour que vous restiez en France mais cela vous évitera d'avoir à justifier de ressources suffisantes ou d'un travail à chaque contrôle. Vous allez pouvoir souffler un peu.

REMETTRE UN TITRE DE SÉJOUR EUROPÉEN

PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Issa Mali

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

L'inspection du travail a fait une visite sur votre lieu de travail. Vous avez réussi à vous enfuir mais vous décidez de faire une nouvelle demande de régularisation pour mettre fin à la peur des contrôles. La **préfecture** vous demande de prouver cinq années de présence en France et de présenter un contrat de travail et huit fiches de paye. **Elle ne vous remet pas de récépissé** prouvant votre démarche.

Conséquences : faute de récépissé, en cas de contrôle vous serez considéré en situation irrégulière.

Notes : C'est une circulaire (circulaire Valls de 2012) et non la loi qui permet de régulariser les travailleurs et travailleuses sans papier mais toutes les préfectures ne tiennent pas compte de cette circulaire.

*+
Le récépissé, bien qu'obligatoire, n'est pas systématiquement remis aux personnes ayant fait une demande de titre de séjour. Suite à leur impossibilité de présenter un récépissé pendant un contrôle, de nombreuses personnes sont ainsi enfermées dans les centres de rétention. Elles sont également expulsables si elles ne peuvent pas apporter la preuve que leur demande de régularisation est en cours.*

NON

⇒ Votre employeur refuse de vous donner les documents que vous demande la préfecture. Votre demande de régularisation est rejetée et vous recevez une **OQTF** : Obligation de quitter le territoire Français.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : peu de temps après, vous êtes interpellé dans la rue et envoyé en centre de rétention où vous passerez un tour.

⇒ **Si vous êtes encore en France :**
Vous continuez à vivre dans la clandestinité en espérant trouver un employeur qui vous soutiendra dans vos démarches. Votre père est mort récemment mais vous avez renoncé à aller à son enterrement par peur de ne pas réussir à revenir en France.

OUI

Suite à l'expulsion d'un de vos collègues, un syndicat réactive sa lutte pour la régularisation des travailleurs et des travailleuses sans papier. Il obtient que l'on vous remette un **récépissé**.

REMETTRE UN RÉCÉPISSÉ

Conséquences : En cas de contrôle, vous serez considéré en situation régulière.

⇒ La mobilisation syndicale a porté ses fruits. Avec d'autres de vos collègues, vous recevez une **carte de séjour temporaire salarié**.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

⇒ Vous avez pris des vacances au Mali pour revoir votre famille. Le village, vous a accueilli comme un héros, car l'argent que vous envoyez depuis votre départ participe à son développement. Vos filles, elles, ont poursuivi leurs études à la capitale. De retour en France, vous continuez la lutte pour les travailleuses et travailleurs sans papier au sein du syndicat.

Première case après la case
[FRONTIÈRE]

Le visa touristique qui vous a permis d'entrer en France est expiré depuis de longues années.

Malgré vos demandes de régularisation, vous n'avez jamais obtenu de titre de séjour.

Conséquences : vous êtes en situation irrégulière. Lancez le dé et poursuivez votre parcours.

PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Mehdi

Tunisie

NOTES : Pour une meilleure connaissance du sort réservé aux personnes étrangères malades, voir le rapport d'observation de La Cimade Soigner ou suspecter ? Téléchargeable sur le site de La Cimade.

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [CONSULAT]

Vous avez obtenu un visa touristique valable 3 mois pour assister au mariage de votre frère. Ce type de visa n'est pas facile à obtenir car le consulat redoute l'immigration mais vous avez un très bon salaire en Tunisie, ce qui l'a rassuré.

REMETTRE UN VISA TOURISTIQUE

Conséquences : vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Votre visa a expiré mais vous avez consulté dans un hôpital où l'on vous a découvert une maladie rare. Vous savez que le service spécialisé qui pourrait vous soigner n'existe pas en Tunisie. Vous demandez une **autorisation provisoire de séjour pour soins à la préfecture**. Elle décidera de votre sort après l'avis de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) sur votre état de santé.

Conséquences : A cette étape là de vos démarches, vous êtes en situation irrégulière mais en cas de contrôle, vous êtes protégé.

Notes : La personne malade doit faire remplir un certificat médical par son médecin et le transmettre à l'Ofii qui peut la convoquer par la suite (c'est fréquemment le cas). Puis l'Ofii dresse un rapport qu'elle transmet en interne à un collège de médecins. Ce n'est qu'une fois ce rapport transmis, que la personne est censée recevoir un récépissé.

CHANCE

NON

⇒ Après plusieurs mois d'attente, l'Ofii vous convoque, puis remet un avis défavorable considérant que vous pourrez être soigné dans votre pays d'origine. Sur la base de cet avis la préfecture vous signifie une **OQTF** : Obligation de quitter le territoire français.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : peu de temps après, vous êtes interpellé dans la rue et envoyé en centre de rétention où vous passerez un tour.

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

⇒ **Si vous êtes encore en France :**
Vos économies sont épuisées. Sans titre de séjour, vous ne pouvez pas travailler légalement et votre maladie vous empêche d'accepter des travaux physiques payés au noir. A la charge de votre jeune frère vous sombrez dans la déprime, ce qui aggrave votre état de santé. Vous vivez dans la peur d'une expulsion qui mettra fin aux soins dont vous bénéficiez.

OUI

Une assistante sociale, que vous avez rencontrée à l'hôpital, vous aide à obtenir le **récépissé** qui prouve que votre dossier a bien été transmis aux personnes compétentes.

REMETTRE UN RÉCÉPISSÉ

Conséquences : avec ce récépissé vous êtes en situation régulière.

⇒ Vous apprenez que l'OFII a remis un avis favorable. La **préfecture** vous délivre alors une **autorisation provisoire de séjour pour soins**.

REMETTRE UNE AUTORISATION PROVISoire DE SÉJOUR

⇒ Votre état de santé s'est nettement amélioré. Vous allez pouvoir espacer vos séances à l'hôpital à raison d'une visite tous les trois mois. Vous avez bon espoir de pouvoir guérir et de rentrer en Tunisie d'ici un ou deux ans.

PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Nora

Maroc

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [CONSULAT]

Vous avez obtenu un **visa de long séjour conjointe de français** valable 1 an que vous ferez tamponner à l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) une fois en France.

REMETTRE UN VISA DE LONG SÉJOUR

Conséquences : vous êtes en situation régulière, lancez le dé et commencez votre parcours.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Peu avant que votre visa n'expire, vous demandez à la **préfecture, la carte de séjour temporaire vie privée et familiale**, valable 2 ans, à laquelle vous avez droit en tant qu'épouse de Français et vous l'obtenez. Mais la vie est difficile pour vous car depuis votre arrivée, **votre mari se montre violent**. Vous n'osez pas le quitter car vous savez que votre famille ne tolérera pas un divorce et vous avez peur de vous retrouver à la rue.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

CHANCE

NON



Ne pouvant plus supporter les violences, vous avez fui chez une compatriote. Quand vous allez à la préfecture pour faire renouveler votre carte de séjour vous apprenez que votre mari a déclaré votre abandon du domicile conjugal et qu'une **OQTF** – Obligation de quitter le territoire français – a été émise à votre encontre.

REMETTRE UNE OQTF

Conséquences : peu de temps après, vous êtes interpellée dans la rue et envoyée en centre de rétention où vous passerez un tour.

OUI



Une campagne municipale contre les violences conjugales attire votre attention. Vous prenez contact avec une **association spécialisée** qui vous soutient pour déposer plainte contre votre mari et qui vous aide à trouver une place dans un foyer pour femmes victimes de violence.



L'**association spécialisée** vous a aidée à rassembler les preuves de violences que vous avez subies (dépot de plainte, témoignages, attestations médicales etc.). Vous obtenez la **protection du juge aux affaires familiales**. La **préfecture** maintient votre droit au séjour malgré la rupture de la vie conjugale et vous recevez une **carte de séjour temporaire** qui vous permet de travailler.

REMETTRE UNE CARTE DE SÉJOUR TEMPORAIRE

Notes : Les personnes victimes de violences conjugales ont droit à un titre de séjour, même si elles ne bénéficient pas d'une ordonnance de protection. Mais sans ordonnance de protection (et sans condamnation du mari), elles ne peuvent pas obtenir la carte de résident (voir case arrivée).

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE



Si vous êtes encore en France : Votre compatriote a déménagé. Vous vivez de petits boulots au noir qui ne suffisent pas toujours pour payer une chambre d'hôtel. Vous êtes parfois obligée de dormir dans la rue. Vous avez bien essayé de vous expliquer avec votre famille mais celle-ci ne veut rien savoir.

En France ou expulsée : Dommage que vous n'ayez pas été mieux informée car en cas de violences conjugales, une personne étrangère peut obtenir des papiers même si elle est séparée de son conjoint.



En plus de la protection du juge aux affaires familiales, votre mari a été condamné en raison de sa dangerosité. Ces deux conditions vous ont permis d'obtenir une **carte de résidente de 10 ans**. Vous êtes rassurée pour votre avenir et allez pouvoir chercher du travail tranquillement.

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENTE DE 10 ANS

PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Famille Spahiu

Albanie

Eda, Ismaël et leur fils

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



Case [FRONTIÈRE]

Après un long voyage en car, vous tremblez d'être refoulé·e·s à la frontière française car vous n'avez pas de justificatif d'hébergement pour entrer légalement en France. Mais par chance, votre car n'est pas contrôlé et vous entrez en France.

Conséquences : Faute de justificatif d'hébergement vous êtes en situation irrégulière. Lancez le dé et commencez votre parcours.

Notes : les Albanais et les Albanaises n'ont pas besoin de visa court séjour pour entrer dans l'espace Schengen. En revanche, en cas de contrôle à la frontière, ils doivent présenter un passeport biométrique, des justificatifs d'hébergement et de ressources financières.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Vous effectuez les démarches en **préfecture** pour faire enregistrer votre demande d'asile puis vous saisissez l'**OFPPA** (Office français de protection des réfugiés et apatrides) qui examinera votre demande.

La préfecture vous a délivré une **attestation de demande d'asile**.

REMETTRE UNE ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE.

Conséquences : avec l'attestation vous êtes en situation régulière.

CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

NON

⇒ L'**OFPPA** vous a débouté·e·s du droit d'asile au motif que l'Albanie est un pays sûr. Vous faites un recours auprès de la **CNDA** (Cour nationale du droit d'asile) qui vous déboute à son tour : **vous êtes obligé·e·s de quitter le territoire français.**

REMETTRE UNE CARTE DÉBOUTÉE
PAR LA CNDA ET UNE OQTF

Conséquences : Passez un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.

⇒ Si vous êtes encore en France : Vous attendez un deuxième enfant et vivez de petits boulots. Hébergé·e·s par le Samu social, vous avez dû déménager fréquemment ce qui perturbe la scolarité de votre fils. Vous vivez dans la peur d'une expulsion et espérez tenir 5 années sans contrôle pour demander une **carte de séjour vie privée et familiale**.

*Notes :
La circulaire Valls (2012) invite les préfectures à délivrer une carte de séjour vie privée et familiale aux personnes ayant vécu 5 ans en France et dont les enfants sont scolarisé·e·s en France depuis au moins 3 ans.*

OUI

Hébergé·e·s dans une petite ville, vous vous êtes proposé·e·s comme bénévoles dans différentes associations et vous prenez des cours de français avec des bénévoles de La Cimade. Cela vous permet d'être bien entouré·e·s. Votre fils est scolarisé.

⇒ L'**OFPPA** vous a débouté·e·s du droit d'asile au motif que l'Albanie est un pays sûr. Vous faites un recours auprès de la **CNDA** (Cour nationale du droit d'asile) qui vous déboute à son tour : **vous êtes obligé·e·s de quitter le territoire français.**

REMETTRE UNE CARTE DÉBOUTÉE
PAR LA CNDA ET UNE OQTF

Conséquences : Vous êtes désormais en situation irrégulière mais comme vous êtes bien intégré·e·s dans votre commune, la police vous laisse en paix et vous ne subissez pas de contrôles.

⇒ Vous attendez un deuxième enfant. Votre fils a d'excellents résultats scolaires. Vous restez dans la commune en espérant tenir ainsi 5 autres années pour demander un titre de séjour vie privée et familiale.

*Notes :
La circulaire Valls (2012) invite les préfectures à délivrer une carte de séjour vie privée et familiale aux personnes ayant vécu 5 ans en France et dont les enfants sont scolarisé·e·s en France depuis au moins 3 ans.*

PARCOURS DE MIGRANT·E·S

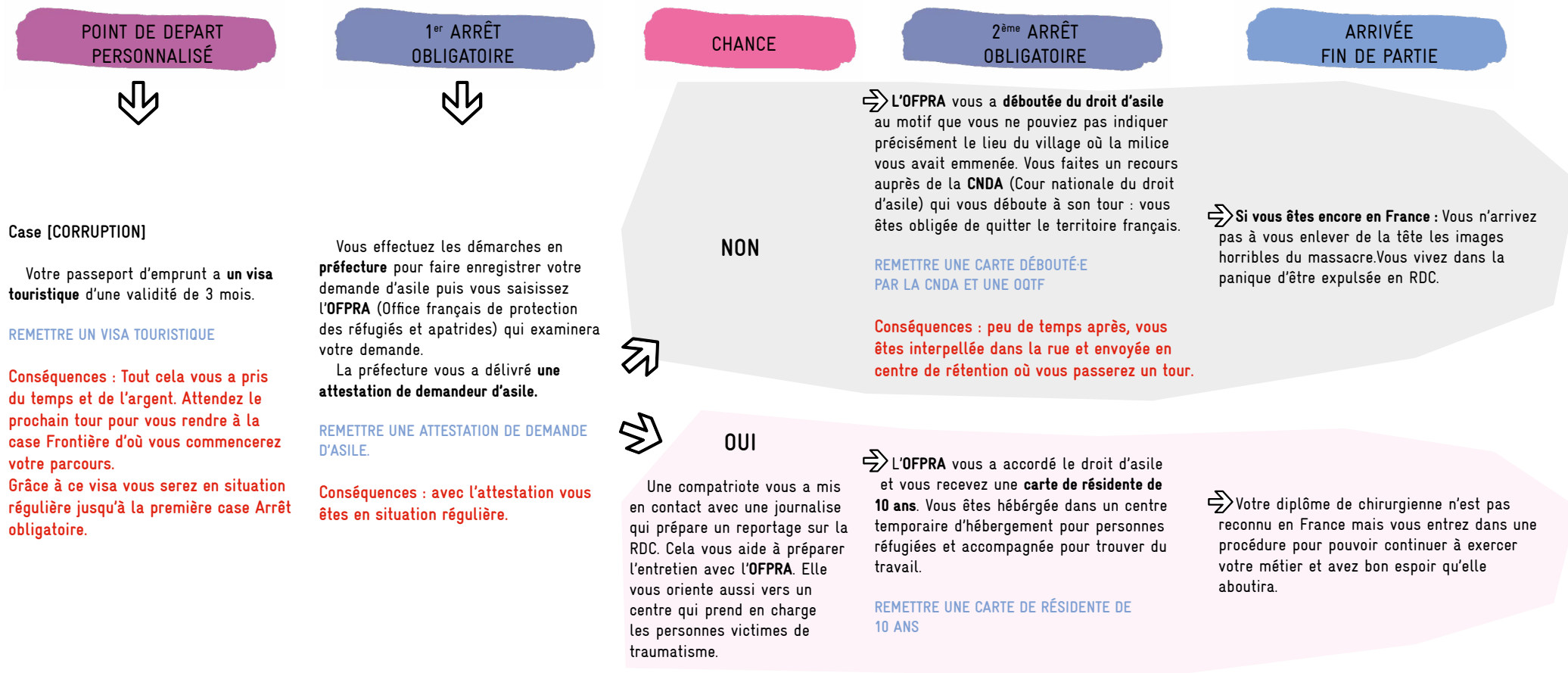




Pauline

République Démocratique du Congo

NOTES : Des conflits armés déchirent la RDC depuis de nombreuses années. En 2018, les violences ont fait des milliers de mort·e·s, provoqué le déplacement à l'intérieur du pays d'au moins un million d'habitant·e·s et contraint plus de 35 000 personnes à fuir en Angola, pays frontalier. Dans l'est du pays, des groupes armés et des forces gouvernementales s'en prennent aux civil·e·s et exploitent illégalement les ressources naturelles. Parmi elles, le coltan, un minerai qui vient à 80 % du Congo, est indispensable à la fabrication des téléphones portables et des consoles de jeux-vidéo.



PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Ahmed

Afghanistan

NOTES : Pour une meilleure compréhension de la situation des jeunes en danger en France, voir le guide de La Cimade **Des enfants mal protégés car étrangers** téléchargeable sur le site de La Cimade. Et pour une meilleure compréhension de la traite des êtres humains, voir le guide de La Cimade **La traite des êtres humains** téléchargeable sur le site de La Cimade.

POINT DE DÉPART
PERSONNALISÉ



Case [PASSEURS]

La route sera longue et pleine d'embûches.

Conséquences : quand vous entrerez en France, arrêtez vous obligatoirement sur la première case Vie quotidienne. Vous en apprendrez plus sur le reste de votre parcours.



Case [VIE QUOTIDIENNE]

Dès votre arrivée en France, vous êtes enrôlé dans un atelier de confection clandestin où vous travaillez de 6h du matin à 9h le soir, soit disant contre hébergement et nourriture et pour payer le solde de votre passage. Dans les faits vous êtes victime d'esclavage moderne.

Conséquences :
Jusqu'à la prochaine case Arrêt obligatoire vous enlèverez un point à chaque jet de dé et vous ne tirerez pas les cartes correspondant aux cases où vous vous arrêterez.

1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



Vous avez réussi à fuir. D'autres mineur·e·s avec qui vous errez dans la rue vous ont dirigé vers l'**Aide Sociale à l'Enfance (ASE)** qui est censée prendre en charge les mineur·e·s en danger. Mais celle-ci pense que vous mentez sur votre âge et **conteste votre minorité**. Vous vous retrouvez de nouveau à la rue et craignez que des personnes mal intentionnées ne remettent la main sur vous.

Conséquences : Passez un tour. Vous êtes maintenant en situation irrégulière.

CHANCE

NON

⇒ Vous venez d'avoir 18 ans et vous décidez de faire une demande d'asile. La **préfecture** où vous faites enregistrer votre demande trouve que vos empreintes ont déjà été relevées en Suède. Cela fait de vous « un **dubliné** ». Dès que la Suède aura accepté votre transfert forcé vous y serez envoyé.

REMETTRE UNE CARTE DUBLINÉ.

Conséquences en cas de contrôle, vous relancerez le dé :
Chiffre impair : la préfecture est encore en attente de la réponse de la Suède. Vous passerez un tour, puis continuerez votre route.
Chiffre pair : La Suède a accepté le transfert. Contrairement à la France, elle n'hésite pas à refuser l'asile aux personnes afghanes et vous renvoie en Afghanistan. Retour à la case départ, puis passeurs au tour suivant.

Notes : expliquez le terme **dubliné**

⇒ **Si vous êtes encore en France :** Vous avez reçu votre avis de transfert forcé pour la Suède et redoutez qu'elle ne vous expulse en Afghanistan. Vous tâchez de vivre 18 mois dans la clandestinité sans être contrôlé. Passé ce délai, vous ne pourrez plus être renvoyé en Suède et serez autorisé à déposer votre demande d'asile en France.

Notes : à partir du moment où l'autre pays européen a accepté le transfert, la préfecture a 6 mois pour exécuter le transfert et 12 mois supplémentaires si la personne est déclarée en fuite. Passé ces 18 mois (6+12), la personne est autorisée à déposer sa demande en France.

OUI

⇒ Votre minorité est reconnue et vous êtes enfin **pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance**. Vous êtes hébergé dans un foyer et vous intégrez un collège dans une classe pour élèves non francophones. **Vous décidez également de faire une demande d'asile.**

REMETTRE UNE ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE.

Notes : toute personne peut faire une demande d'asile qu'elle soit mineure ou non.

⇒ Vous avez maintenant 18 ans. Bonne nouvelle, **l'asile vous a été accordé** et vous recevez une **carte de résident de 10 ans**. Vous bénéficiez d'une aide à la formation. Vous avez choisi de vous spécialiser dans la confection de coiffe bretonne traditionnelle, une activité dans laquelle vous excellez.

REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENT DE 10 ANS.

Notes : dans le cadre du contrat jeune majeur, les jeunes comme Ahmed peuvent aussi bénéficier d'une allocation pour leurs dépenses courantes et d'un hébergement.

PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Assala

Syrie

POINT DE DEPART
PERSONNALISÉ



1^{er} ARRÊT
OBLIGATOIRE



CHANCE

2^{ème} ARRÊT
OBLIGATOIRE

ARRIVÉE
FIN DE PARTIE

Comme vous êtes Syrienne, **vous obtenez le statut de réfugiée** sans trop de difficultés et recevez une carte de résidente valable 10 ans. Pour faire venir votre mari, vous déposez une **demande de réunification familiale**. L'**administration française** exige des preuves du mariage que vous ne pouvez pas donner et refuse la réunification. **Vous déposez un recours.**



NON

⇒ Vos recherches de preuves ont été vaines. **Votre recours est rejeté.**

⇒ Devant l'impossibilité d'obtenir un visa, votre mari décide de prendre la mer à son tour. Vous êtes morte d'inquiétude pour lui.



REMETTRE UNE CARTE DE RÉSIDENTE DE
10 ANS

Notes : on peut imaginer que les archives de l'Etat civil de la ville ont été complètement détruites. 3 administrations examinent conjointement la demande de réunification familiale : le consulat de France dans le pays où les membres de la famille attendent, le bureau des familles de réfugié.e.s à Nantes et l'Opra

OUI

A l'occasion de retrouvailles avec une cousine également réfugiée en France, celle-ci vous apprend qu'elle a pris tous ses albums photos. **Elle a des photos de votre mariage en sa possession.**

⇒ Les photos de mariage que vous avez présentées pour le recours ont été considérées comme des preuves suffisantes par les autorités françaises. **Votre demande de réunification familiale est acceptée.**

⇒ Le consulat de France a délivré **un visa à votre mari**. Sa venue en France est imminente.

Case [PASSEURS]

La route sera longue et pleine d'embûches. Il vous faudra tenter de franchir la méditerranée.

Conséquences : jetez le dé et commencez votre parcours

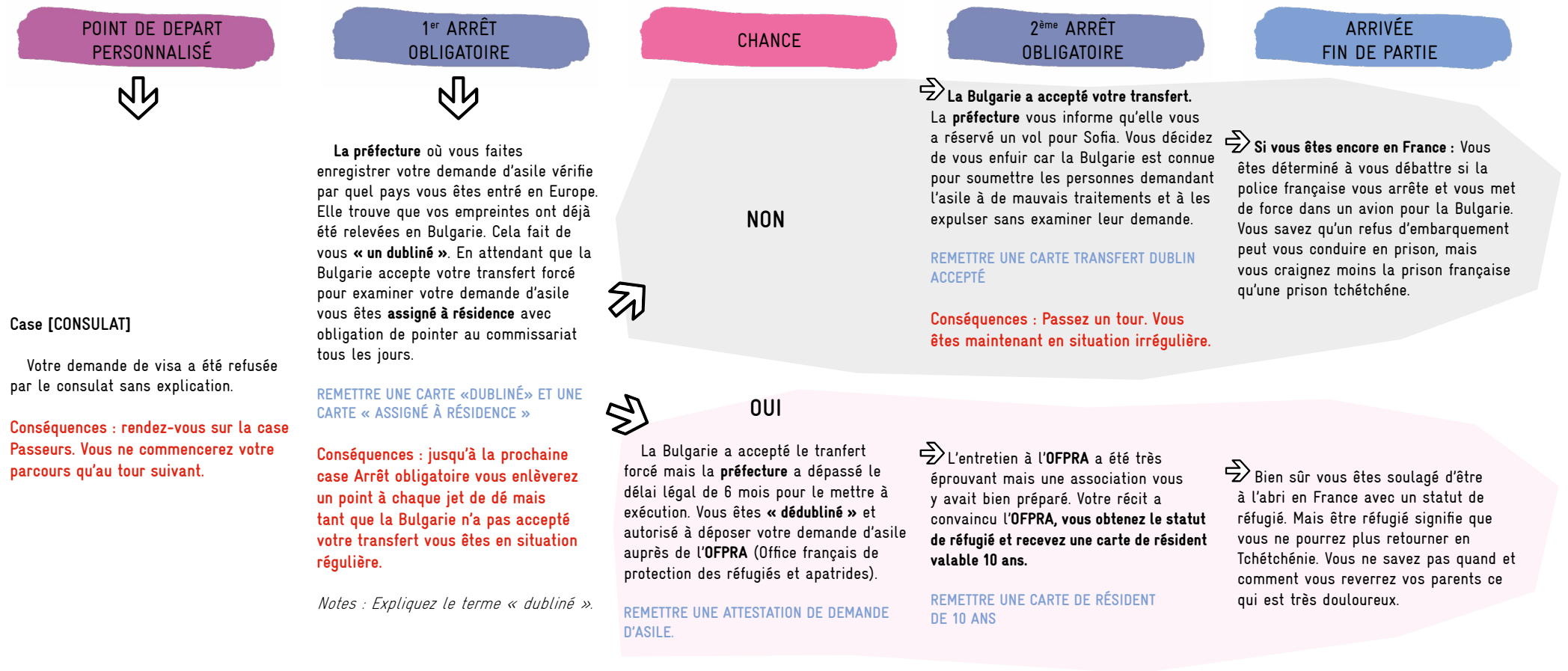
PARCOURS DE MIGRANT·E·S





Zelimkhan

Tchéchénie



PARCOURS DE MIGRANT·E·S

